

Paris, le 29 septembre,

LE NOUVEAU CONSEILLER ÉDUCATION DU PREMIER MINISTRE VISÉ PAR UNE ENQUÊTE POUR NON- DÉNONCIATION DE PÉDOCRIMINALITÉ

Alors qu'aucun nouveau ministre de l'Éducation nationale n'est encore nommé, Olivier Brandouy, ancien recteur de l'académie de Reims, est promu conseiller éducation au sein du cabinet du Premier ministre. Or, Olivier Brandouy est visé par une enquête pour non-dénonciation de pédocriminalité car il est suspecté de ne pas avoir pris, lorsqu'il était recteur, les mesures appropriées après avoir été informé de violences sexuelles commises par un professeur de Châlons-en-Champagne sur des élèves. Neuf élèves ont porté plainte pour viols, agressions sexuelles et harcèlement moral et sexuel contre ce professeur. SUD éducation croit les victimes et leurs familles. Protéger les enfants et dénoncer des crimes sont des obligations légales. Chaque adulte qui reste silencieux et qui ne prend pas les mesures nécessaires pour mettre en sécurité les enfants est complice du système qui autorise les adultes à violenter des enfants. Nommer une personne qui pourrait avoir étouffé ces faits démontre que le Premier ministre ne prend pas la mesure de la gravité des violences sexuelles sur les enfants.

SUD éducation dénonce cette nomination. Elle laisse craindre que le futur gouvernement traite à nouveau les violences pédocriminelles par le déni.

Pourtant, les enfants sont les premières victimes des violences sexuelles. Une fille sur cinq et un garçon sur treize sont concerné·es. La plupart des enfants victimes connaissent leurs agresseurs, qui sont des adultes ayant une autorité sur elles et eux. Les récents scandales de pédocriminalité comme l'affaire Bétharram ainsi que les travaux de la commission parlementaire sur la prévention des violences dans les établissements scolaires ont révélé l'urgence d'agir. Face à ce constat, l'institution scolaire et la Fonction publique scolaire doivent impérativement prendre des mesures. Les mis en cause doivent être écartés le temps de l'instruction et, si les faits sont avérés, doivent être sanctionnés.